

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

ÉFAI

Index AI : ASA 33/002/2009

5 mars 2009

Pakistan. L'attentat de Lahore montre que le gouvernement doit mieux protéger les civils

L'attaque d'hommes armés contre l'équipe sri-lankaise de cricket dans le centre de Lahore mardi 3 mars illustre une fois de plus, de manière impitoyable, le fait que les autorités pakistanaises sont incapables de protéger le droit à la vie des civils, qu'ils soient étrangers ou pakistanais, a déclaré Amnesty International ce jeudi 5 mars.

L'organisation a condamné l'attaque armée contre l'équipe sri-lankaise de cricket et son escorte policière, qui aurait provoqué la mort d'un chauffeur et de six policiers et blessé huit membres de l'équipe de sportifs.

« Les autorités pakistanaises se doivent d'empêcher les groupes armés de mettre en péril la vie et la sécurité de la population locale et des ressortissants étrangers. Aucune attaque visant des civils, y compris des sportifs, ne peut être justifiée », a déclaré Amnesty International.

L'attentat a eu lieu à 9 heures du matin dans le centre de Lahore alors que le véhicule qui transportait l'équipe de joueurs et les policiers qui les escortaient étaient en route vers le stade Gaddafi pour un match test. Menée par quatorze hommes armés de fusils d'assaut et de lance-roquettes, l'attaque sur la place Liberty Square a duré environ 25 minutes.

Aucun groupe n'a encore revendiqué la responsabilité de cet attentat mais il est à craindre que Laskhar-e-Taïba, les talibans ou Al Qaïda n'en soient à l'origine.

Amnesty International exhorte le gouvernement pakistanais à mener une enquête indépendante et impartiale sur l'attentat de Lahore ainsi que sur plusieurs homicides illégaux, attaques armées et attentats-suicides antérieurs. Les personnes soupçonnées de telles attaques doivent être déférées à la justice et jugées dans le cadre de procès conformes aux normes internationales d'équité, qui ne fassent pas intervenir la peine de mort.

Complément d'information

Depuis 2001, les forces de sécurité pakistanaises sont de plus en plus fragilisées par de nouveaux groupes talibans qui gagnent du terrain dans le pays. Les groupes insurgés talibans du Pakistan ont progressivement accru leur contrôle au sein de l'Agence tribale sous administration fédérale, dans la zone tribale de Malakand et dans le district de Swat, dans la province de la Frontière du Nord-Ouest. Les insurgés pakistanais et étrangers viennent se réfugier dans ces zones où ils peuvent se réarmer et se regrouper pour lancer des attaques contre les forces afghanes et internationales de l'autre côté de la frontière, et contre des cibles gouvernementales et autres à l'intérieur du Pakistan.

La trêve décrétée en février entre le gouvernement et les militants talibans dans la zone tribale de Malakand et le district de Swat n'a servi qu'à enhardir les militants.

Le Pakistan a été le théâtre de plusieurs attentats majeurs récemment, dont l'assassinat de Benazir Bhutto en décembre 2007 dans un attentat à Rawalpindi qui a fait 20 autres victimes, et l'attaque de septembre 2008 contre l'hôtel Marriot à Islamabad, dans lequel 54 personnes ont été tuées.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org
International Secretariat, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni,
www.amnesty.org.